

Royaume-Uni

Au premier trimestre 2025, l'activité britannique a significativement progressé (+0,7 %, ► [figure 1](#)), marquant sa meilleure performance trimestrielle depuis un an. L'investissement a bondi (+2,9 %), porté par les dépenses des entreprises en matériels de transport et en machines. Ce dynamisme des achats de biens d'équipement trouve sa contrepartie dans la forte hausse des importations (+2,1 %, avec en particulier de fortes livraisons aéronautiques). Dans le même temps, la croissance des exportations a été vigoureuse (+3,5 %), particulièrement vers les États-Unis (► [figure 2](#)), les industriels anticipant l'entrée en vigueur des nouvelles barrières tarifaires annoncées par l'administration américaine. La consommation des ménages a continué de progresser timidement (+0,2 %), tout comme leur investissement (+0,3 %), tandis que les dépenses publiques se sont contractées en raison de réductions budgétaires dans la santé et l'éducation. Côté offre, l'activité a été notamment portée par la production industrielle (+1,1 %), reflétant la vigueur des ventes à l'étranger.

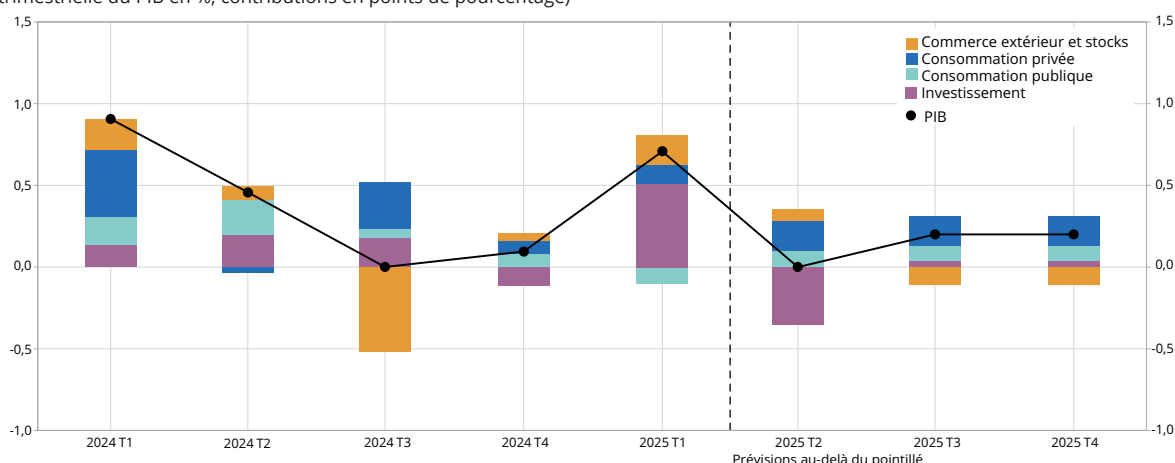
Toutefois, cette embellie ne serait que temporaire : pour le deuxième trimestre, les indicateurs conjoncturels s'affaissent nettement. En avril, les PMI se sont repliés en dessous du seuil de 50, notamment celui des services (49,0 après 52,5 en mars) et ne se sont que timidement redressés en mai. L'indicateur synthétique d'activité produit à partir des enquêtes du CBI plonge nettement en avril et en mai (-30 en mai sur l'activité à venir), les industriels mentionnant notamment la baisse des commandes et les pressions sur les coûts.

L'inflation a connu une hausse notable en avril (+3,5 % après +2,6 % en mars), reflétant à la fois les nouvelles hausses de plafond des prix de l'électricité et du gaz (*Ofgem*), du prix de l'eau, et de la taxe annuelle sur les véhicules (« *vehicle excise duty* »). L'inflation sous-jacente ralentit certes un peu par rapport à son rythme de l'an passé, mais demeure élevée (+3,8 %), répercutant une croissance des salaires toujours soutenue (+5,9 % sur un an hors primes en avril) ; elle ne faiblirait pas en prévision, renforcée en outre par la hausse des cotisations patronales mises en œuvre au printemps. Dans ce contexte, l'emploi se dégraderait et le taux de chômage, qui a augmenté début 2025, poursuivrait sa hausse.

En 2024, les hausses des salaires (+4,7 % après +7,6 % en 2023) et des prestations sociales, conjuguées à la baisse de l'inflation (+2,5 % après +7,3 % en 2023), ont entraîné une solide progression du pouvoir d'achat des ménages (+3,7 %), qui n'a eu que peu d'influence sur la consommation (+0,6 %). Ainsi, le taux d'épargne des ménages a beaucoup augmenté (10,4 % en 2024 après 7,5 % en 2023), atteignant un niveau inédit depuis 2010 hors crise sanitaire. Porté par des versements de primes exceptionnelles, le taux d'épargne culmine même à 12,0 % fin 2024.

► 1. La croissance britannique surprend à la hausse au premier trimestre

(variation trimestrielle du PIB en %, contributions en points de pourcentage)



Dernier point : quatrième trimestre 2025.

Lecture : au premier trimestre 2025, le PIB a progressé de +0,7 % et l'investissement a contribué pour +0,5 point à cette évolution.

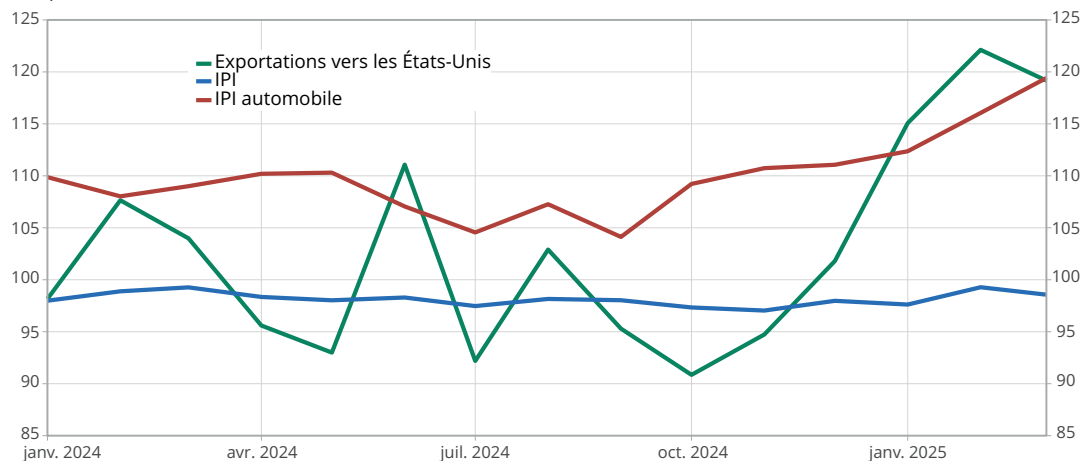
Source : ONS, calculs Insee.

En 2025, le pouvoir d'achat ralentirait franchement, l'effet de rattrapage lié au décalage des revalorisations s'estompant. La dégradation attendue du marché du travail n'inciterait pas les ménages à désépargner et la progression de leur consommation resterait modeste (+0,3 % par trimestre). Les dépenses publiques ne progresseraient pas plus vite que l'activité, le budget de printemps ayant réduit le soutien attendu. L'investissement résidentiel continuerait de remonter timidement la pente à la faveur des assouplissements monétaires. À l'inverse, celui des entreprises serait pénalisé au deuxième trimestre par contrecoup de sa forte progression de début d'année, puis croîtrait modérément. Le commerce extérieur pèserait sur la croissance au printemps du fait de l'entrée en vigueur des droits de douane américains. Les importations se replieraient au deuxième trimestre (-1,0 %), puis se reprendraient (+0,5 % par trimestre), à l'aune d'une demande intérieure un peu plus dynamique. Les exportations subiraient au printemps le contrecoup du premier trimestre (-1,5 %) puis repartiraient à un rythme limité, pénalisées par la baisse attendue des ventes aux États-Unis (+0,2 %).

Ainsi, après sa forte progression de l'hiver, l'activité marquerait le pas au deuxième trimestre, puis progresserait modérément sur la fin de l'année (+0,2 % par trimestre), portant la croissance du PIB à +1,0 % sur l'ensemble de l'année 2025. ●

► 2. Les exportations à destination des États-Unis progressent au premier trimestre, tirant l'activité industrielle

(en base 100 en 2022)



Dernier point : mars 2025.

Note : les données présentées sont corrigées des variations saisonnières. L'indice de Production Industrielle (IPI) mesure mensuellement l'évolution du volume de production dans les secteurs industriels clés.

Lecture : en mars 2025, les exportations totales britanniques vers les États-Unis étaient 19 % supérieures à leur moyenne de 2022.

Source : ONS.